Geneva Cities Hub - Rapport annuel 2021

Introduction

En 2021, le Geneva Cities Hub (GCH) a poursuivi sa mission visant à renforcer le rôle des villes et des autres gouvernements locaux et régionaux (GLRs) au sein des débats internationaux qui se déroulent à Genève. Il est devenu au fil des mois un acteur pertinent sur les questions urbaines, apportant de la valeur ajoutée à l'écosystème genevois et développant son propre créneau.

Malgré la persistance d'une pandémie mondiale qui a continué de bouleverser le fonctionnement de la diplomatie multilatérale, y inclus à Genève, le GCH a participé et organisé avec succès de nombreux événements virtuels, hybrides ou en présentiel, renforçant ainsi son rôle de plateforme, sa présence et son réseau à Genève et au-delà, notamment avec des réseaux de villes tels que CGLU, ICLEI, AIMF. Durant sa deuxième année d'existence, le GCH s'est concentré sur ses principaux axes de travail, à savoir : la mise en réseau d'acteurs locaux et internationaux par le biais d'événements donnant plus de visibilité à la question urbaine au sein de la Genève internationale; la coopération avec ONU-Habitat et la CEE-ONU autour du Forum des maires ; la diplomatie informelle permettant de réfléchir collectivement sur les moyens d'accroître la participation des villes dans le multilatéralisme ; ainsi que la cartographie du travail urbain d'acteurs internationaux basés à Genève.

Enfin, en 2021, le GCH est parvenu à consolider sa structure institutionnelle, son équipe, sa communication et son financement, se donnant ainsi les moyens de mener sa mission à bien.

A. Geneva Urban Debates & City Diplomacy events

En partenariat avec ONU Habitat, le GCH a lancé en 2021, ses événements phares : les *Geneva Urban Debates* (GUD). Les GUDs mettent en lumière le rôle des villes face aux enjeux mondiaux qui sont discutés au sein de l'écosystème de la Genève internationale. Ils visent à souligner la capacité des villes à développer des solutions locales aux défis globaux au travers d'approches incluant tous les secteurs pertinents de la société. Quatre GUDs ont eu lieu en 2021 sur les thèmes suivants : <u>l'eau dans les villes</u> (mars), <u>les objectifs de développement durable et les villes</u> (juin), <u>la relance économique dans les villes</u> (juin) et <u>Villes et droits de l'homme</u> (octobre). Chacun de ces événements a permis d'accroître les connaître les acteurs urbains au sein de la communauté genevoise et de démontrer la valeur ajoutée de partenariats entre villes et organisations internationales. Par exemple, face à la pandémie de Covid-19 qui a eu un impact néfaste sur les finances municipales, des organisations internationales ont fait part d'instruments pour soutenir la relance économique des villes et renforcer leur résilience face à une future crise.

En parallèle aux GUDs, le GCH a également initié une nouvelle série d'événements focalisés sur la diplomatie des villes et la participation des GLRs dans les processus multilatéraux existants. Le <u>premier événement</u> a permis de lancer un ouvrage académique intitulé « <u>City diplomacy</u> » et de dialoguer autour des défis inhérents à la diplomatie des villes (relations des GLRs avec les niveaux nationaux et internationaux de gouvernance, capacités et ressources insuffisantes des villes de taille petite et moyenne, divergences politiques entre villes et leurs gouvernements centraux). Le <u>deuxième City diplomacy event</u> s'est quant à lui penché sur le cas concret de la participation des villes aux négociations intergouvernementales menées dans le cadre de la COP26 (conférence sur le changement climatique à Glasgow, novembre 2021). Alors que les GLRs sont très actifs au niveau international par rapport au changement climatique, l'événement a permis d'examiner comment cet

engagement se traduisait dans les négociations et si les GLRs étaient parvenus à influencer le Pacte climatique de Glasgow qui en a résulté.

Les City diplomacy events sont véritablement au cœur de la mission du GCH. Ils mettent en lumière les bonnes pratiques des GLRs, démontrent leur valeur ajoutée grâce aux solutions locales développées avec tous les secteurs pertinents de la société, explicitent les perspectives locales et régionales sur une question globale pour ensuite mieux les insérer dans un processus multilatéral avec des négociations intergouvernementales.

Enfin, il s'agit de relever que les GUDs et les *City diplomacy events* permettent de mieux faire rayonner les villes sur le plan international et de construire une communauté d'experts urbains, y compris parmi les États, au travers de leurs représentations permanentes à Genève.

B. Coopération avec la CEE-ONU et ONU Habitat

Durant sa deuxième année de vie, le GCH a continué à étroitement collaborer avec <u>ONU Habitat</u> et la <u>Commission économique des Nations Unies pour l'Europe</u> (CEE-ONU, en particulier son Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire), tous deux représentés à Genève. Ces deux entités onusiennes sont au fil des mois devenues des partenaires privilégiés du GCH, étant donné leur engagement en faveur du développement urbain durable et leur volonté de donner de la voix aux villes dans l'espace multilatéral.

C'est par ailleurs avec ces deux organisations que le GCH a conclu ses premiers Protocoles d'entente en 2021. Ces Protocoles permettent d'aligner les objectifs communs autour de la participation et l'engagement accrus des villes dans le multilatéralisme et donnent un cadre formel pour organiser des événements et communiquer de manière conjointe à cet égard, en particulier en ce qui concerne le Forum des maires.



Divers projets sont mis en œuvre dans le cadre de cette collaboration :

- Afin d'effectuer un suivi de la <u>Déclaration des Maires</u> adoptée lors du 1^{er} Forum des Maires, le GCH a développé la <u>Mayors' Action Platform</u> (MAP), sous les auspices d'ONU Habitat et de la CEE-ONU. La MAP est une plateforme virtuelle permettant aux maires et à leur administration de présenter des actions et solutions concrètes conçues par leurs villes pour répondre aux engagements pris dans cette Déclaration, ainsi que de créer un espace où ils peuvent échanger et réseauter entre pairs.



- Lors d'« octobre urbain », le GCH a à nouveau collaboré avec ONU Habitat et la CEE-ONU pour organiser la quatrième édition de la « Journée ODD11 » (objectif de développement durable n° 11) intitulée « Logement et développement urbain durable dans un monde marqué par le Covid-19 et le changement climatique », le 6 octobre 2021. Un des objectifs de cette journée était de promouvoir le dialogue et les partenariats. Ainsi les participants ont fait part d'initiatives innovantes et d'outils pour développer des solutions locales aux défis globaux - tels que la crise mondiale du logement et le changement climatique - et mettre en œuvre l'ODD11 (et plus largement l'Agenda 2030) au travers de projets collaboratifs. Le partage de ces initiatives et outils contribue à soutenir les villes dans leur quête d'un développement urbain durable.



Répertoire des réseaux internationaux de villes

A l'occasion de la Journée ODD11, le GCH a publié une deuxième édition du <u>Répertoire des réseaux internationaux de villes</u>. Ainsi, de nouveaux réseaux ont fait leur entrée dans le répertoire, tels que le *C40*, *Resilient Cities Network*, *Human Rights Cities Network*. Ce répertoire permet d'avoir un aperçu rapide de la vision, des objectifs, des projets phares ainsi que des personnes de contact de ces réseaux de villes. Il constitue un outil utile pour un engagement renforcé entre la Genève internationale et ces réseaux sur les questions liées à l'ODD 11 et d'autres thèmes. Une nouvelle édition sera publiée en 2022.



En préparation du 2^{ème} Forum des Maires (4-5 avril 2022), le GCH a participé activement à son Comité directeur (Steering Committee) composé de représentants d'Etats, d'autorités locales et régionales, d'entités onusiennes, d'ONGs, ainsi que d'autres partenaires. Le Comité directeur – formellement établi par le Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE-ONU (cf. https://undocs.org/fr/ECE/HBP/201, §35) – a pour mandat d'appuyer les travaux de préparation pour le Forum des maires¹. La participation

¹ Le Comité directeur du Forum des Maires a pour fonctions d'aider le secrétariat du Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire dans la préparation du Forum, notamment pour le choix des maires à inviter, le sujet du Forum et pour d'autres questions de fonds liées aux débats du Forum.

du GCH dans le Comité directeur lui a donné accès à la communauté diplomatique qui suit de près les questions urbaines et la possibilité d'influencer les travaux préparatoires du Forum des maires, qui constitue un des plus importants points d'entrée pour les GLRs dans le multilatéralisme à Genève.

- Si le GCH collabore étroitement avec la CEE-ONU qui est basée à Genève, il collabore également avec les **4 autres commissions économiques régionales de l'ONU** (UNECA, UNESCWA, UNECLAC, UNESCAP). C'est à ce titre que le GCH a organisé, avec le soutien de la CEE-ONU et ONU Habitat, une retraite avec toutes les commissions économiques régionales en octobre 2021. L'objectif était d'explorer les opportunités de renforcer la collaboration entre les 5 commissions sur les questions urbaines. En particulier, il s'agissait de mieux comprendre comment chacune des commissions travaille avec les GLRs et leurs réseaux, et dans quelle mesure ce travail pouvait être porté à l'attention de leurs organes intergouvernementaux respectifs afin de promouvoir le dialogue entre Etats et GLRs. A plus long terme, il s'agit d'explorer dans quelle mesure le Forum des Maires de la CEE-ONU pourrait inspirer les autres commissions et voir son modèle exporté dans d'autres régions.

C. Diplomatie informelle (Quiet diplomacy)

La facilitation de discussions informelles et confidentielles, de mise en réseau des acteurs pertinents, ainsi que la promotion de la collaboration entre eux est au cœur de la mission du GCH. L'objectif de cette diplomatie informelle est de faire évoluer les positions, de promouvoir un engagement accru des LRGs au sein du multilatéralisme et de leur permettre d'accroître leur influence (soft power) sur la scène internationale. Pour ce faire, le GCH dispose de trois atouts évident : une connaissance approfondie des mécanismes et acteurs multilatéraux, un lieu idéal pour organiser des discussions informelles à deux pas du Palais des Nations (la Villa Rigot) et son statut d'organisation indépendante et donc hors du système onusien.

En 2021, trois discussions informelles et confidentielles réunissant un nombre restreint d'acteurs (entités onusiennes, diplomates, experts académiques) ont été organisées à la Villa Rigot. Des questions de nature juridique, politique et logistique y ont été abordées, telles que :

- Pour quelles raisons les GLRS investiraient du temps et des ressources pour être plus présents sur la scène internationale ?
- Pourquoi les Etats seraient-ils enclins à accepter cette présence accrue ?
- Quel est le statut des GLRs en droit international ?
- Est-ce qu'un multilatéralisme plus inclusif à l'égard des GLRs serait plus efficace, notamment pour traiter des grands défis globaux ?
- Que signifie « présence accrue des GLRs » ? Parle-t-on d'influence (soft power) ou de reconnaissance formelle des GLRs à l'ONU, par exemple ?
- Etant donné le très grand nombre de GLRs dans le monde (en contraste avec le nombre limité de 193 Etats membres de l'ONU), comment « sélectionner » ceux qui peuvent/doivent/désirent participer au multilatéralisme ? Quel rôle les Etats doivent-ils jouer à cet égard ?
- Qui peut/doit représenter les GLRs sur la scène internationale ? Les réseaux de villes internationaux/nationaux ? Les GLRs eux-mêmes ? Une combinaison de tous ces acteurs ?

La réflexion collective a permis de faire avancer le narratif du GCH autour de la participation accrue des GLRs et notamment de mieux comprendre les obstacles actuels. Le GCH continuera à mener ces

discussions informelles à géométrie variable en 2022 et y recourra de manière flexible, selon ses besoins et ceux de ses partenaires.

D. Réseau d'experts urbains à Genève

Le GCH est, dès sa création, rapidement entré en contact avec des représentants d'acteurs internationaux basés à Genève, intéressés aux questions urbaines. Il s'agissait en effet de mieux comprendre leur travail (notamment pour établir *le Mapping*, cf. point F), leurs attentes vis-à-vis d'une plateforme comme le GCH et également pour développer une communauté urbaine à Genève. C'est ainsi que le GCH a établi un réseau de « points focaux urbains » sur lequel il a pu s'appuyer pour promouvoir l'échange d'informations, la collaboration et les synergies.

Task Force de l'ONU sur le futur des villes

Le réseau de « points focaux urbains » développé par le GCH a été utile afin de relayer les informations provenant des travaux de la Task Force de l'ONU sur le futur des villes. Etablie en novembre 2020 par le Secrétaire général de l'ONU, cette Task Force est coordonnée par ONU Habitat. Elle réunit les entités onusiennes (HCR, CEE-ONU, OMS, HCDH, UNICEF, etc.), et associe à ses travaux la <u>Taskforce globale des GLRs</u> qui regroupe de nombreux réseaux de villes internationaux, tels que <u>CGLU</u>, <u>ICLEI</u>, <u>C40</u>, <u>Resilient Cities</u>, <u>AIMF</u>, <u>Global Parliament of Mayors</u>, <u>MMC</u>, etc.

Le mandat de la Task Force de l'ONU sur le futur des villes est d'examiner les moyens de renforcer la relation institutionnelle entre GLRs et l'ONU, y inclus au travers de processus intergouvernementaux et des examens locaux volontaires soumis par GLRs sur leur mise en œuvre des objectifs de développement durable (cf. point E). Un des premiers objectifs de cette Task Force était de fournir une contribution pour le rapport du Secrétaire général de l'ONU « Notre Programme Commun », mandaté par l'Assemblée générale de l'ONU et publié en septembre 2021.

La Task Force de l'ONU sur le futur des villes s'est réunie régulièrement durant l'année 2021 à New York (en réalité de manière virtuelle, à cause des restrictions liées à la pandémie de Covid-19). Afin de faciliter le flux d'information entre New York et Genève et d'engager les acteurs genevois pertinents sur les questions urbaines, le GCH a coorganisé avec ONU-Habitat plusieurs briefings informels faisant écho aux réunions de la Task Force. Cela a permis à la communauté genevoise de prendre conscience que la question des villes avait pris de l'importance au sein de l'ONU et de procéder à une analyse interne sur la façon dont les villes et autres GLRs étaient engagés dans leurs travaux.

E. Participation des GLRs dans l'Examen périodique universel

En 2021, le GCH a entrepris une recherche sur la façon dont le système onusien des droits de l'homme prenait en compte les villes et GLRs dans ses travaux. Pour ce faire, les rapports de divers mécanismes de droits de l'homme (<u>Procédures spéciales</u>, <u>Organes de traités</u> et <u>Examen périodique universel</u>) concernant une quinzaine d'Etats ont été examinés. La recherche a conclu que les GLRs n'étaient que rarement pris en compte par ces mécanismes créés par et pour les Etats, mais qu'une attention croissante y avait portée au fil des ans.

Dans les faits, rien n'empêche ces mécanismes onusiens d'aller au-delà des administrations centrales et d'engager les GLRs, y inclus en émettant des recommandations à leur encontre. C'est sur la base de cette réflexion que le GCH a entrepris un processus promouvant la participation des GLRs à l'Examen périodique universel (EPU). Le choix s'est porté sur l'EPU, car il est extrêmement structuré, avec un

suivi clair et un engagement significatif de la part des Etats. L'EPU constitue ainsi un mécanisme multilatéral qui offre un point d'entrée concret où les GLRs peuvent interagir directement avec les États au niveau international.

Le GCH a organisé plusieurs événements réunissant les partenaires pertinents afin de promouvoir la réflexion collective à ce sujet, y compris un *side-event* lors d'une réunion ministérielle de la CEE-ONU, des sessions de *brainstorming* informels et la retraite annuelle stratégique du GCH.

Retraite annuelle stratégique

La <u>retraite annuelle stratégique du GCH</u> (décembre 2021) a réuni une vingtaine de participants provenant de GLRs, de réseaux de villes, d'Etats, d'organisations internationales, de la société civile, ainsi que du milieu académique. La retraite s'est articulée en deux temps : d'abord, des parallèles ont été établis entre l'EPU et l'examen de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODDs). En effet, les rapports <u>d'examens locaux volontaires</u> (*Voluntary Local Reviews*) soumis par les GLRs dans le cadre des ODDs constitue un précédent intéressant de participation des GLRs à un processus mené par les Etats (qui soumettent des *Voluntary National Reviews*). Il permet de tirer des enseignements intéressants pour les GLRs qui souhaitent contribuer à l'EPU et partager leur vision sur la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau local.

Dans un deuxième temps, les participants à la retraite se sont attelés à décortiquer ce que signifiait « soutenir l'engagement des GLRs dans l'EPU ». Ils ont ainsi discuté pourquoi, quand, où et comment soutenir cet engagement. De manière générale, les participants ont conclu qu'il était important, pertinent et opportun de soutenir une présence accrue des GLRs dans l'EPU, notamment en vue de l'ouverture de son 4è cycle focalisé sur la mise en œuvre.

La participation des GLRs dans l'EPU est un thème qui éveille l'intérêt d'acteurs tels que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, ONU Habitat ou encore le réseau de villes <u>CGLU</u>. Tous sont essentiels pour promouvoir un engagement accru des GLRs au sein du multilatéralisme. Le GCH a donc, par le biais de ce processus, permis de réunir les bons acteurs autour de la table et de favoriser une collaboration entre eux. Le GCH continuera de s'engager sur ce thème en 2022, en partenariat avec ces acteurs.

F. Cartographie du travail urbain effectué par les acteurs internationaux basés à Genève

Débuté en 2020, le GCH a poursuivi son travail de cartographie (« Mapping ») permettant de mieux comprendre la dimension urbaine du travail des acteurs qui composent la Genève internationale. Ce mapping donne un aperçu général de leurs activités dans les contextes urbains et il présente également les différents outils et services que les organisations internationales mettent à disposition des GLRs. Les objectifs du mapping sont doubles : rendre l'accès à la Genève internationale plus aisé pour les GLRs désireux de s'engager avec certains acteurs internationaux et donner une vision d'ensemble du paysage urbain genevois, afin de promouvoir des synergies et d'éventuelles coopérations entre les entités internationales et également avec les GLRs.

Plusieurs articles ont été rajoutés au *mapping* en 2021, y compris sur le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). En ce qui concerne le CICR, l'article met en avant les efforts consentis par cet important acteur humanitaire pour adapter ses opérations de protection et d'assistance aux victimes de guerre urbaine, de violence urbaine ou encore de déplacement urbain. Quant HCR, le *mapping* présente le travail de l'organisation qui collabore étroitement avec les villes accueillant désormais la majorité des réfugiés dans le monde

et met aussi en exergue des <u>outils développés par le HCR</u> pour faciliter les échanges entre villes sur les questions migratoires. Le *mapping* continuera d'être complété en 2022 avec d'autres acteurs de la Genève internationale et au-delà.

G. L'Union des Villes Suisses et les réseaux de villes nationaux

Le GCH est entré en contact avec l'<u>Union des Villes Suisses</u> (UVS) et les grandes villes suisses afin de discuter de diplomatie urbaine exercée par les villes suisses. Plusieurs réunions informelles impliquant le GCH ont permis aux grandes villes suisses de discuter de diplomatie urbaine internationale, du rôle de l'UVS à cet égard et d'un éventuel partage d'informations par rapport aux activités des réseaux de villes internationaux, dont elles sont membres.

Faisant suite à ces réunions, le GCH a, en collaboration avec la Ville de Genève, produit une cartographie de la participation de cinq villes suisses (Bâle, Berne, Lausanne, Genève Zurich) aux réseaux internationaux de villes pour mieux comprendre leurs priorités internationales et encourager les échanges entre ces villes, y inclus dans le cadre de leurs travaux à l'UVS. Le travail du GCH a suscité l'intérêt de ces 5 villes suisses et les discussions informelles se poursuivront en 2022.

Réseaux de villes nationaux

Le GCH s'intéresse au rôle des réseaux de villes nationaux (tels que l'UVS) dans le multilatéralisme. Si ces réseaux de villes ont généralement pour vocation de sauvegarder et défendre les intérêts des villes vis-à-vis des autorités centrales et que leurs priorités sont avant tout nationales, certains pourraient toutefois avoir un intérêt pour les affaires internationales. Les réseaux de villes nationaux ont l'avantage de généralement regrouper un grand nombre de villes au sein d'un Etat donné et pourraient dès lors constituer des organisations intéressantes pour représenter les villes au sein d'instances multilatérales. Le GCH souhaite explorer cette piste plus en profondeur dans le futur.

H. Partenariats autour de divers événements

En complément aux activités susmentionnées, le GCH s'est engagé en 2021 dans divers événements, permettant ainsi d'accroître sa visibilité en tant que nouvelle organisation, de renforcer la dimension urbaine à Genève (notamment en incluant des représentants de GLRs dans ces événements) et d'y développer une communauté d'experts urbains. Pour ce faire, le GCH a collaboré étroitement avec :

- Le <u>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</u>, lors d'une <u>conférence célébrant les 70 ans de l'organisation</u> (janvier 2021). A cette occasion, le GCH a pris la parole afin de rappeler que les GLRs étaient aujourd'hui en première ligne de la réponse au déplacement forcé et qu'il était donc nécessaire de les inclure dans les débats internationaux traitant de réfugiés et de migrants.
- La <u>Plateforme des droits humains de Genève</u> pour coorganiser un <u>événement dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information consacré à la digitalisation dans les villes et le droit à la vie privée pour leurs résidents</u> (avril 2021). Les villes de Santiago (Chili), Barcelone (Espagne), Munich (Allemagne) étaient réunies pour discuter des moyens visant à développer des « villes intelligentes » (*smart cities*) grâce aux technologies et innovations répondant aux besoins de leurs résidents, tout en préservant le droit à la vie privée et la protection des données personnelles.

- L'<u>Association internationale des maires francophones</u> (AIMF) afin de coorganiser un <u>événement dans le cadre du Sommet mondial sur la société de l'information sur une digitalisation responsable et inclusive</u> (mai 2021). Des représentants des villes de Genève, Tunis (Tunisie), Kigali (Rwanda) et Lyon (France) y ont exposé leurs politiques de digitalisation pour rendre les services municipaux accessibles à tous, y inclus les populations marginalisées, tout en tenant compte des enjeux environnementaux (sobriété numérique).
- ONU Habitat, la <u>Plateforme des droits humains de Genève</u> et <u>The Global Land Tool Network</u> pour organiser des consultations informelles (mai et juillet 2021) incluant toutes les parties prenantes afin de promouvoir le débat et les contributions en faveur du <u>projet d'observation</u> générale sur la question des terres et les droits sociaux, économiques et culturel développé par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- Le <u>Comité international de la Croix-Rouge</u> (CICR) pour coorganiser un <u>événement sur la violence urbaine et la protection du personnel de santé dans les villes</u> (juin 2021). Des représentants des villes et du secteur de la santé de Karachi (Pakistan), Chicago (Etats-Unis) et Fortaleza (Brésil) ont pu présenter les mesures prises pour faire face à la violence urbaine dans leurs contextes respectifs.
- La Mission suisse auprès de l'ONU à Genève, le Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière, Pro Vélo, et Urbz pour coorganiser à la Villa Rigot une réception à l'occasion de la journée internationale du vélo (juin 2021). Cette réception a constitué une occasion bienvenue de célébrer la mobilité douce en milieu urbain et de (re-)connecter avec les communautés locale et internationale genevoises, y inclus diplomates, personnel des organisations internationales et personnes intéressées aux questions urbaines.



- La <u>Commission mondiale pour la politique des drogues</u> et les villes de Genève et Zürich pour un événement consacré aux « <u>Villes et politiques de drogues</u> » (juin 2021). Réunissant les maires d'Athènes (Grèce), d'Ithaca (Etats-Unis), de Francfort (Allemagne), de Quezon City (Philippines), l'événement a permis un échange informel sur les politiques de drogues municipales et de discuter de leur articulation avec les politiques nationales.
- Toutes les <u>Commissions économiques régionales de l'ONU</u> pour un événement organisé en marge du <u>Forum politique de haut-niveau sur le développement durable</u> (juillet 2021). En tant qu'intervenant, le GCH a réaffirmé le rôle crucial joué par les villes en faveur du redressement économique d'un pays. A cet égard, l'événement a mis en lumière des instruments développés par des acteurs onusiens pour permettre aux villes de se relever de manière inclusive et durable.
- <u>L'Union internationale des télécommunications</u> (UIT) pour un événement organisé lors de la journée mondiale des villes et intitulé « <u>Construire des villes résilientes face au climat grâce à</u>

<u>la transformation numérique</u> » (octobre 2021). Modéré par le GCH, cet événement a souligné que le recours aux technologies numériques pouvait permettre aux villes de devenir plus résilientes face au changement climatique et d'atteindre des objectifs internationaux ambitieux consacrés par les <u>Accords de Paris</u>, le <u>Nouveau programme pour les villes</u> et les <u>Objectifs de développement durable</u>.



- CGLU et la Ville de Genève autour de l'organisation du Groupe de travail de CGLU (présidé par la Ville de Genève) sur la prévention et gestion territoriale des crises (novembre 2021). Réunis pour l'occasion, des acteurs humanitaires internationaux (OCHA, FICR et également ONU Habitat, PNUD) et des représentants de GLRs du Liban, du Ghana et du Mali ont pu échanger sur la gestion des risques et crises humanitaires et les moyens de renforcer le rôle des GLRs à cet égard.

1. Le Geneva Cities Hub: organisation, communication et financement

Le GCH est une association de droit suisse gérée par un Comité, dans lequel siègent les représentants des fondateurs et bailleurs de fonds de l'organisation : la Ville de Genève et le Canton de Genève. Le GCH est également soutenu par le DFAE, sous forme de financement et de partenariat stratégique. 2021

Le GCH a pu prendre son envol en 2021 grâce à la consolidation de sa structure organisationnelle. Ainsi, deux co-directrices ayant une connaissance approfondie du multilatéralisme et de l'écosystème genevois ont été nommées en juillet 2021 pour mener à bien et en tandem la mission du GCH.

En sus, le Comité du GCH a également décidé de prioriser la communication. Le site internet a donc été repensé et le GCH s'est doté d'un nouveau logo illustrant son rôle de plateforme à travers la superposition de cercles représentant les partenaires du GCH. Enfin, une attachée de communication est venue compléter l'équipe en juin 2021 afin de développer le site internet du GCH, de gérer sa communication sur les réseaux sociaux et promouvoir les événements publics.

Conclusion

Le GCH est parvenu en 2021 à se positionner comme un acteur pertinent, crédible et travaillant sur une thématique éveillant beaucoup d'intérêt au sein de l'écosystème genevois. Le GCH a saisi des opportunités multiples et diverses durant l'année pour se faire connaître, développer son réseau, sonder les acteurs. Cela lui aura permis d'affiner sa stratégie pour se focaliser sur les partenariats, initiatives et processus les plus prometteurs visant à accroître la présence et la participation des GLRs dans les foras multilatéraux.

Ainsi, en 2022, la participation des GLRs à l'EPU, l'engagement des GLRs dans les négociations intergouvernementales (santé, environnement, etc.) ainsi que dans d'importantes réunions

multilatérales consacrées aux thématiques urbaines (Forum des Maires, Réunion de haut-niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur le Nouveau programme pour les Villes, ainsi que le Forum mondial urbain) seront au cœur des priorités du GCH. De même, le GCH continuera ses efforts de diplomatie informelle, à organiser des *Geneva Urban Debates* et à renforcer ses partenariats avec des organisations internationales et les réseaux des villes. 2022 offrira plusieurs opportunités pour placer les thématiques et acteurs urbains tout en haut de l'agenda international et réaffirmer que les villes ne sont plus seulement un espace où des politiques sont mises en œuvre, mais qu'elles sont des acteurs politiques qui doivent être impliqués dans un multilatéralisme moderne répondant efficacement aux défis globaux.